



KPMG SA  
251 Rue Euclide  
Parc Eureka  
34900 Montpellier

# A.E.R.S.

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A.E.R.S.

3 avenue de Lodève 34000 MONTPELLIER

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour ECHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92086 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
251 Rue Euclide  
Parc Eureka  
34900 Montpellier

## **A.E.R.S.**

3 avenue de Lodève 34000 MONTPELLIER

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association A.E.R.S.,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.E.R.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

### **A.E.R.S.**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024





- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 30 juin 2025

KPMG S.A.

Sandra GILLET

Commissaire aux comptes

**A.E.R.S.**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024

# BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b><u>ACTIF IMMOBILISE</u></b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	115 235	68 056	47 180	52 535
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	405 157		405 157	405 157
Constructions	5 956 857	1 624 942	4 331 916	4 575 960
Installations techniques, matériel et outillage	170 978	135 450	35 528	52 195
Autres immobilisations corporelles	965 325	693 380	271 946	327 172
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION</b>				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres immobilisations financières	100 267		100 267	95 163
<b><u>TOTAL I</u></b>	<b><u>7 713 820</u></b>	<b><u>2 521 827</u></b>	<b><u>5 191 993</u></b>	<b><u>5 508 183</u></b>
<b><u>ACTIF CIRCULANT</u></b>				
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (B & S)				
Marchandises				
<b>CREANCES</b>				
Usagers et comptes rattachés	428 947		428 947	1 047 839
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	27 868		27 868	220 681
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	3 208 408		3 208 408	3 401 628
Disponibilités	3 793 661		3 793 661	2 103 799
Charges constatées d'avance	59 865		59 865	56 609
<b><u>TOTAL II</u></b>	<b><u>7 518 750</u></b>		<b><u>7 518 750</u></b>	<b><u>6 830 556</u></b>
<b><u>COMPTES DE REGULARISATION</u></b>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<b><u>TOTAL III</u></b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>15 232 570</b>	<b>2 521 827</b>	<b>12 710 743</b>	<b>12 338 738</b>

# BILAN PASSIF

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	81 180	81 180
Fonds propres avec droit de reprise	17 425	17 425
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	3 094 646	2 712 672
Autres réserves	527 552	527 552
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	463 344	286 955
Report à nouveau propre	1 269 070	1 130 466
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>548 482</b>	<b>696 966</b>
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>6 001 699</b>	<b>5 453 217</b>
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	126 861	155 651
Provisions réglementées	283 468	226 719
<b><u>TOTAL I</u></b>	<b><u>6 412 028</u></b>	<b><u>5 835 586</u></b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	1 319 638	1 311 456
<b><u>TOTAL II</u></b>	<b><u>1 319 638</u></b>	<b><u>1 311 456</u></b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	231 238	170 830
Provisions pour charges	367 758	357 891
<b><u>TOTAL III</u></b>	<b><u>598 996</u></b>	<b><u>528 720</u></b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 712 160	2 819 053
Emprunts et dettes financières diverses	36 083	31 671
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	300 063	326 514
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	999 744	1 046 099
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		24 356
Autres dettes	112 512	123 110
Produits constatés d'avance	219 520	292 173
<b><u>TOTAL IV</u></b>	<b><u>4 380 081</u></b>	<b><u>4 662 975</u></b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Ecart de conversion - Passif		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>12 710 743</b>	<b>12 338 738</b>

# COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations			
Ventes de Biens et services	2 308 534	2 192 029	116 505
Production stockée			
Production immobilisée			
Concours publics et subventions	7 331 490	6 642 915	688 575
Ressources liées à la générosité du public	4 755		4 755
Contributions financières	25 000	120 000	-95 000
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	12 689	18 707	-6 019
Transfert de charges	16 148	13 168	2 981
Utilisation des fonds dédiés	438 489	388 197	50 292
Autres produits	48 183	67 875	-19 692
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>10 185 287</b>	<b>9 442 891</b>	<b>742 396</b>
Achats de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières			
Variation de stock de matières premières			
Autres achats et charges externes	2 771 344	2 611 291	160 053
Aides financières			
Impôts et taxes	484 809	402 305	82 504
Salaires et Traitements	3 735 955	3 468 789	267 165
Charges sociales	1 513 967	1 243 913	270 054
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	407 902	381 220	26 683
Dotations aux provisions	82 965	63 345	19 620
Report en fonds dédiés	446 670	466 816	-20 146
Autres charges	264 416	175 050	89 366
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>9 708 027</b>	<b>8 812 729</b>	<b>895 298</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>477 260</b>	<b>630 162</b>	<b>-152 903</b>
Produits financiers	148 278	55 383	92 895
Charges financières	31 304	31 499	-194
<b>Résultat financier</b>	<b>116 974</b>	<b>23 885</b>	<b>93 089</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>594 233</b>	<b>654 047</b>	<b>-59 813</b>
Produits exceptionnels	43 750	84 488	-40 738
Charges exceptionnelles	74 158	34 347	39 810
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-30 408</b>	<b>50 141</b>	<b>-80 549</b>
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	15 343	7 222	8 122
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>548 482</b>	<b>696 966</b>	<b>-148 484</b>
Contributions volontaires en nature			
Charges des contributions volontaires en nature			

## SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- Règles et méthodes comptables
- Analyse des résultats
- Résultats administratifs
- Analyse des reports à nouveau
- Tableau des immobilisations
- Tableau des amortissements
- Tableau des fonds propres
- Tableau des réserves et provisions
- Suivi des fonds dédiés
- Suivi des subventions d'investissement
- Etat des créances et dettes
- Produits à recevoir
- Charges à payer
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges et produits exceptionnels
- Engagements financiers
- Tableau du personnel
- Concours publics et subventions
- Honoraires de commissariat aux comptes



# REGLES ET METHODES COMPTABLES

## 1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

### Description de l'objet social de l'entité

Association "loi 1901", l'AERS a pour objet la création, la gestion et l'animation d'établissements et services destinés à l'accueil, l'hébergement et l'insertion des personnes en situation d'exclusion.

Créée en 1967, à l'initiative de personnes de la société civile et du monde judiciaire pour s'inscrire dans une lignée humaniste et permettre aux personnes ayant connu des situations d'exclusion, qu'elles soient sociales, médicales ou dues à leur parcours de justiciable, d'accéder au droit commun. Ainsi, depuis 1967, agir pour la solidarité, la santé et l'inclusion sociale est l'objet même de notre institution.

### Description de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

L'association développe une approche globale et transversale de l'insertion en proposant des réponses en matière d'hébergement, d'accès aux soins, et d'insertion socio-professionnelle,... par le biais de dispositifs multiples et de mesures d'accompagnement individualisé.

Tout ceci afin de permettre aux personnes accueillies de retrouver une stabilité et une autonomie, de reprendre confiance en elles, de (re)créer un réseau relationnel, de (re)découvrir leurs potentialités, leurs capacités, de construire un projet personnel et professionnel, et de renouer avec une activité de travail.

Nous accompagnons des personnes en difficultés sociale et médico-sociale : Hommes, Femmes, Majeurs, Seul.e.s, ou avec enfants, familles, jeunes en rupture avec leur famille, personnes sans domicile fixe, personnes sous-main de justice et sortant de prison.

Ces personnes pouvant rencontrer diverses problématiques : accès-maintien dans un logement, accès à l'emploi, femmes victimes de violences (conjugales et/ou familiales), difficultés financières, problèmes administratifs, problèmes de santé, rupture sociale, isolement.

### Description des moyens mis en œuvre

Pour répondre à notre objectif d'inclusion et de lutte contre les exclusions, notre association se compose de 3 pôles d'activités principaux :

- Le pôle logement/hébergement accueille, héberge et accompagne des personnes qui rencontrent des difficultés sociales en termes d'hébergement et de logement et se compose de 3 services : Le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) C. Rauzy, et les places d'urgence, Le Service d'Accueil et d'Orientation Spécialisé de l'Hérault, Le Service Logement de l'AERS agit en faveur du logement des personnes défavorisées depuis 2009.

- Le pôle Justice, œuvre depuis 1984 à proposer une prise en charge plurielle aux personnes sous-main de justice. Il intervient exclusivement sur mandat judiciaire, à la demande des magistrats, au sein du TJ de Montpellier et de Béziers.

Ce pôle porte également le Centre de Prise en Charge des Auteurs (CPCA) de Violences, sur la région Occitanie.

- Le pôle santé solidarité de l'AERS qui comprend 3 établissements : Les Appartements de Coordination Thérapeutique « L'Embellie » (ACT + ACT hors les murs), les Lits d'Accueil Médicalisés (LAM) et les Lits Halte Soins Santé (LHSS).

- Les ACT fournissent une coordination thérapeutique médico-psycho-sociale avec ou sans hébergement

- Les Lits d'Accueil Médicalisés (LAM) hébergent, soignent et accompagnent des personnes sans domicile fixe atteintes de pathologies lourdes et chroniques

- Les Lits Haltes Soins Santé visent à offrir une prise en charge sanitaire et sociale aux femmes et femmes enceintes sans domicile fixe

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### **2/ Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant**

- Réorganisation du siège : renforcement de l'équipe (une secrétaire et un apprentie ne comptabilité à compter d'octobre 2024.
- Extension du nombre de places pour les ACT HM Montpellier + 3 places et Béziers + 15 places.
- Extension du nombre de places IML + 4 places.
- Extension du nombre de places LHSS + 2 places et création d'une équipe mobile et d'une équipe accueil de jour.
- Appel à projet remporté "Accompagnement sociale renforcé des ménages mis à l'abris à l'hôtel par le Département". Déploiement en 2025, sur Béziers.
- Marché public de la S3M (mission de relogement) remporté pour l'année 2025.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

3/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

4/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

### Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Immobilisations incorporelles	3 ans
- Constructions (composants)	5 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions	5 à 15 ans
- Matériel et outillage	5 à 10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- Autres immobilisations corporelles	10 ans

### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

### Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

### Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

5/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

6/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- de l'arrêté du 20 Décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

### **Gestion contrôlée : Présentation**

#### **7/ Résultats de la gestion contrôlée**

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

#### Engagements en matière de retraite

8/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits proratisés temporis majorés des charges sociales. Il a été retenu un taux de progression de 1%, un taux d'actualisation de 3,38%, une rotation lente du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 64 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont comptabilisés dans les comptes de l'entité.

# ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
A.C.T. L'EMBELLIES			213 031,20	
A.C.T. REPRISE PROVISION 2018				953,49
LITS D'ACCUEIL MEDICALISES			183 849,85	
L.A.M. REPRISE PROVISION 2018				1 430,24
LITS HALTE SOINS SANTE			37 053,84	
C.H.R.S. CHAULIAC RAUZY				35 520,07
S.A.O.S.H.	46,89		11 349,37	
POLE LOGEMENT	103 430,88			
POLE JUSTICE	20 540,25			
GESTION PROPRE	17 083,57			
<b>TOTAUX</b>	<b>141 101,59</b>		<b>445 284,26</b>	<b>37 903,80</b>



# **RESULTATS ADMINISTRATIFS**

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE ANTERIEUR	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
ACT L'EMBEILLIES	213 031,20	21 833,02	29 868,00	264 732,22
LITS D'ACCUEIL MEDICALISES	183 849,85		18 021,00	201 870,85
LITS HALTE SOINS SANTE	37 053,84		31 480,00	68 533,84
C.H.R.S. CHAULIAC RAUZY	-35 520,07	40 000,00	-6 115,00	-1 635,07
S.A.O.S.H.	11 349,37		-2 753,00	8 596,37
<b>TOTAUX</b>	<b>409 764,19</b>	<b>61 833,02</b>	<b>70 501,00</b>	<b>542 098,21</b>

# ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
RESULTAT EN ATTENTE L.A.M.			281 324,33	
RESULTAT EN ATTENTE C.H.R.S.			85 251,65	
RESULTAT EN ATTENTE A.C.T.			284 535,09	
RESULTAT EN ATTENTE S.A.O.S.H.			5 826,67	
RESULTAT EN ATTENTE L.H.S.S.			25 877,17	
RESULTAT AFF. MES. EXPL.			40 000,00	
P.C.D. CONGES PAYES				259 471,00
REPORT A NOUVEAU PROPRE	1 302 634,76			
RAN NON REPRIS C.H.R.S.		33 564,75		
<b>TOTAUX</b>	<b>1 302 634,76</b>	<b>33 564,75</b>	<b>722 814,91</b>	<b>259 471,00</b>

# TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	100 565,46	14 670,00			115 235,46
<b>TOTAL IMMOB. INCORPORELLES</b>	<b>100 565,46</b>	<b>14 670,00</b>			<b>115 235,46</b>
Terrains	405 157,00				405 157,00
Constructions sur sol propre	2 288 144,65				2 288 144,65
Constructions sur sol d'autrui	1 350 492,03	5 475,76			1 355 967,79
Installations générales, agencements des constructions	2 300 724,00				2 300 724,00
Install. techniques, Matériel et outillage	170 977,60				170 977,60
Install. générales, agencements divers	12 020,90				12 020,90
Matériel de transport	416 761,69	41 259,28			458 020,97
Matériel de bureau et informatique	249 559,73	25 264,12	6 151,24		268 672,61
Mobilier	238 631,78				238 631,78
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>TOTAL IMMOB. CORPORELLES</b>	<b>7 432 469,38</b>	<b>71 999,16</b>	<b>6 151,24</b>		<b>7 498 317,30</b>
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immob. financières	95 163,03	13 985,61	8 881,39		100 267,25
<b>TOTAL IMMOB. FINANCIERES</b>	<b>95 163,03</b>	<b>13 985,61</b>	<b>8 881,39</b>		<b>100 267,25</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>7 628 197,87</b>	<b>100 654,77</b>	<b>15 032,63</b>		<b>7 713 820,01</b>

# TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Virement poste à poste	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	48 030,49	20 025,32			68 055,81
<b>TOTAL IMMOB. INCORPORELLES</b>	<b>48 030,49</b>	<b>20 025,32</b>			<b>68 055,81</b>
Aménagement terrains					
Constructions sur sol propre	285 047,05	43 386,14			328 433,19
Constructions sur sol d'autrui	896 386,77	71 694,54			968 081,31
Installations générales, agencements des constructions	182 209,49	134 196,64			316 406,13
Install. techniques, Matériel et outillage	118 782,43	16 667,40			135 449,83
Install. générales, agencements divers	11 777,86	243,04			12 020,90
Matériel de transport	250 576,65	56 979,13			307 555,78
Matériel de bureau et informatique	166 954,04	41 970,73	6 090,56		202 834,21
Mobilier	160 250,43	22 739,43			182 989,86
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>TOTAL IMMOB. CORPORELLES</b>	<b>2 071 984,72</b>	<b>387 877,05</b>	<b>6 090,56</b>		<b>2 453 771,21</b>
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>	<b>2 120 015,21</b>	<b>407 902,37</b>	<b>6 090,56</b>		<b>2 521 827,02</b>

# TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	81 180,00				81 180,00
Fonds propres avec droit de reprise	17 425,45				17 425,45
Écarts de réévaluation					
Réserves gestion propre	527 551,61				527 551,61
Réserves gestion contrôlée	2 712 672,28		381 973,50		3 094 645,78
Report à nouveau gestion propre	1 130 466,41	154 188,31	9 665,00	25 249,71	1 269 070,01
Report à nouveau gestion contrôlée	286 955,04	542 777,66	25 249,71	391 638,50	463 343,91
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
Gestion propre	154 188,31	-154 188,31	141 101,59		141 101,59
Gestion contrôlée	542 777,66	-542 777,66	407 380,46		407 380,46
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>5 453 216,76</b>		<b>965 370,26</b>	<b>416 888,21</b>	<b>6 001 698,81</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	155 650,60			28 790,00	126 860,60
Provisions réglementées	226 718,98		56 749,11		283 468,09
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>5 835 586,34</b>		<b>1 022 119,37</b>	<b>445 678,21</b>	<b>6 412 027,50</b>



# TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves gestion contrôlée :				
- Investissement	2 219 043,69	338 837,12		2 557 880,81
- Trésorerie				
- Compensation des déficits	493 628,59	43 136,38		536 764,97
- Compensation des amortissements				
Autres réserves	527 551,61			527 551,61
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>3 240 223,89</b>	<b>381 973,50</b>		<b>3 622 197,39</b>
Couverture du B.F.R.	18 000,00			18 000,00
Renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	208 718,98	56 749,11		265 468,09
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>226 718,98</b>	<b>56 749,11</b>		<b>283 468,09</b>
Provisions pour litiges				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées ( E.S.A.T. )				
Provisions pour départ retraite	223 900,00	22 556,00	6 063,00	240 393,00
Provisions pour grosses réparations	113 063,18		6 625,66	106 437,52
Autres provisions pour risques et charges	191 757,00	60 408,94		252 165,94
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>528 720,18</b>	<b>82 964,94</b>	<b>12 688,66</b>	<b>598 996,46</b>
Dépréciation :				
- Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations corporelles				
- Immobilisations financières				
- Stocks et en-cours				
- Comptes clients et usagers				
- Autres				
<b>TOTAL DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>755 439,16</b>	<b>139 714,05</b>	<b>12 688,66</b>	<b>882 464,55</b>

## SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
					Montant global	Non utilisé (1)
			A	B	C	D=A+B-C
<b><u>Contributions financières autorités de tarification</u></b>						
A.C.T.		237 774,69		14 199,21	<b>223 575,48</b>	125 615,00
L.A.M.		255 018,20		24 031,48	<b>230 986,72</b>	80 000,00
S.A.O.	10 000,00	10 000,00			<b>10 000,00</b>	10 000,00
POLE LOGEMENT	9 000,00	7 915,08		899,99	<b>7 015,09</b>	
<b>Sous-total :</b>	<b>19 000,00</b>	<b>510 707,97</b>		<b>39 130,68</b>	<b>471 577,29</b>	<b>215 615,00</b>
<b><u>Subventions d'exploitation</u></b>						
C.H.R.S.	95 406,00	74 970,00		10 500,00	<b>64 470,00</b>	36 779,00
A.C.T.		141 895,29			<b>141 895,29</b>	48 798,72
L.A.M.	98 769,00	89 850,00		13 302,00	<b>76 548,00</b>	39 000,00
S.A.O.	21 123,00	21 656,00	21 123,00	21 656,00	<b>21 123,00</b>	
POLE JUSTICE	198 064,00	17 417,00		2 400,00	<b>15 017,00</b>	6 700,00
POLE LOGEMENT	1 153 393,52	334 960,00	400 547,00	312 300,00	<b>423 207,00</b>	9 550,00
<b>Sous-total :</b>	<b>1 566 755,52</b>	<b>680 748,29</b>	<b>421 670,00</b>	<b>360 158,00</b>	<b>742 260,29</b>	<b>140 827,72</b>
<b><u>Contributions financières d'autres organismes</u></b>						
MECENAT	145 000,00	120 000,00	25 000,00	39 200,00	<b>105 800,00</b>	
<b>Sous-total :</b>	<b>145 000,00</b>	<b>120 000,00</b>	<b>25 000,00</b>	<b>39 200,00</b>	<b>105 800,00</b>	
<b><u>Ressources liées à la générosité du public</u></b>						
<b>Sous-total :</b>						
<b>Total</b>	<b>1 730 755,52</b>	<b>1 311 456,26</b>	<b>446 670,00</b>	<b>438 488,68</b>	<b>1 319 637,58</b>	<b>356 442,72</b>

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

# SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	B	C	D=A+B-C
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	81 000,00		81 000,00	
SUBVENTION HUMANISATION	593 702,60			593 702,60
<b>TOTAL</b>	<b>674 702,60</b>		<b>81 000,00</b>	<b>593 702,60</b>

TABEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	B	C	D=A+B-C
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	81 000,00		81 000,00	
SUBVENTION HUMANISATION	438 052,00	28 790,00		466 842,00
<b>TOTAL</b>	<b>519 052,00</b>	<b>28 790,00</b>	<b>81 000,00</b>	<b>466 842,00</b>

# ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		100 267,25		100 267,25	
Débiteurs et comptes rattachés		428 946,92	428 946,92		
Autres créances		27 868,47	27 868,47		
Charges constatées d'avance		59 865,24	38 411,71	9 534,90	11 918,63
<b>TOTAL CREANCES</b>		<b>616 947,88</b>	<b>495 227,10</b>	<b>109 802,15</b>	<b>11 918,63</b>
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		2 712 159,54	109 084,11	429 032,09	2 174 043,34
Emprunts et dettes financières diverses (1)		36 082,63	36 082,63		
Fournisseurs et comptes rattachés		300 062,57	300 062,57		
Dettes fiscales et sociales		999 743,92	999 743,92		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		112 512,06	112 512,06		
Produits constatés d'avance		219 520,33	219 520,33		
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>4 380 081,05</b>	<b>1 777 005,62</b>	<b>429 032,09</b>	<b>2 174 043,34</b>
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		106 928,91		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine		35,00		
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		2 712 124,54		

**PRODUITS A RECEVOIR**

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	
4. Autres créances	11 272,68
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	155 023,28
<b>TOTAL</b>	<b>166 295,96</b>



## CHARGES A PAYER

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
3. Concours bancaires	35,00
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 311,85
6. Dettes fiscales et sociales	527 968,76
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>594 315,61</b>

## CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	59 865,24
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>59 865,24</b>
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	219 520,33
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
<b>TOTAL</b>	<b>219 520,33</b>

## CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	17 347,89
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	60,68
Dotations aux amortissements et provisions	56 749,11
<b>TOTAL</b>	<b>74 157,68</b>
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14 959,78
Produits exceptionnels sur opérations en capital	28 790,00
Reprises sur provisions et transferts de charges	
<b>TOTAL</b>	<b>43 749,78</b>
<b><u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u></b>	
<b><u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u></b>	
PENALITES / AMENDES	17 347,89
V.N.C. SORTIES IMMOBILISATIONS	60,68
DOT. PROV. REGLEMENTEE PRODUITS FINANCIERS	56 749,11
<b><u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u></b>	
DONS	14 959,78
QUOTE-PART REPRISE RESULTAT SUBVENTIONS	28 790,00

## ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
. Effets escomptés non échus	
. Avals et cautions donnés	
. Autres engagements donnés	
- Affectation hypothécaire	3 700 000,00
- Nantissement matériel	
- Redevances de crédit-bail	
- Engagements en matière de retraite	Comptabilisés
<b>TOTAL</b>	<b>3 700 000,00</b>

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
. Plafonds de découverts autorisés	
. Avals et cautions reçus	2 577 273,90
. Autres engagements reçus	
- Biens reçus en crédit-bail	
<b>TOTAL</b>	<b>2 577 273,90</b>

**TABLEAU DU PERSONNEL**

CATEGORIES	PERSONNEL SALARIE EN EQUIVALENT TEMPS PLEIN
Cadres	13,68
Non cadres	94,03
<b>TOTAUX</b>	<b>107,71</b>

# CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics À la charge de l'Assurance maladie À la charge de l'État À la charge du Département À la charge des Caisses d'Allocations Familiales À la charge d'autres financeurs	4 959 645,12 882 693,50
. Subventions d'exploitation Union Européenne État Région Département Collectivités territoriales Caisse d'allocations familiales Établissements publics à caractère industriel et commercial Ville Fédération	1 091 457,07 217 616,01 160 907,00 7 970,00 10 000,00 1 201,15
. Subventions d'investissement Union Européenne État Région Département Collectivités territoriales Établissements publics à caractère administratif Établissements publics à caractère industriel et commercial Ville	
<b>TOTAL</b>	<b>7 331 489,85</b>

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2024	18 760,45		18 760,45
TOTAL	18 760,45		18 760,45